

**ARRETE TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT ET DE CIRCULATION POUR DES TRAVAUX DE  
REHABILITATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT PAR CHEMISAGE  
BOULEVARD D'ECANCOURT**

\* \* \* \*

Le Maire de JOUY LE MOUTIER,  
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Code de la Route,  
**VU** l'instruction interministérielle du 22 Octobre 1963 sur la signalisation routière, modifiée par l'arrêté du 24 Novembre 1967, et les textes subséquents,  
**VU** la demande de l'entreprise SADE pour le compte du S.I.A.R.P. du 06 Mai 2024,  
**CONSIDERANT** que le domaine public communal doit être utilisé conformément à son affectation à l'utilité publique et que nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public ou l'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous,  
**CONSIDERANT** que la réalisation de travaux sur le domaine public (exploitation, entretien, installation) doit faire l'objet d'une autorisation en vertu de l'article L.113-2 du Code de la voirie routière ;  
**CONSIDERANT** que l'occupation du domaine public par un particulier ou une personne morale privée ou publique doit remplir toutes les conditions nécessaires au maintien de la sécurité publique et routière, et que conformément à l'article L.2213-1 du Code général des collectivités territoriales, il appartient au Maire de mettre en place des modifications de stationnement et de circulation,

**ARRETE**

**Article 1 :**

Le présent arrêté est accordé à l'entreprise SADE pour le compte du S.I.A.R.P., Boulevard d'Ecancourt à l'intersection avec la rue de l'Eglise et la rue des Vignes Blanches du 21 Mai au 30 Juin 2024 pour des travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement par chemisage continu, et prévoit une modification du stationnement et circulation ci-après définie. Cet arrêté vaut permission de voirie temporaire et révoquant pour la réalisation de travaux sur le domaine public. Le présent arrêté devra être affiché par le titulaire de l'arrêté au droit de l'emprise de stationnement et visible par tous 48h au moins avant le début de l'occupation. Les droits acquis au titre du présent arrêté ne sont pas cessibles aux tiers.

**Article 2 :**

L'occupation du domaine public nécessaire à la réalisation des travaux susvisés nécessite de mettre en place une réglementation temporaire de circulation.

Pendant la réalisation des ces travaux, la circulation sera déviée ponctuellement dans la voie bus.

La vitesse sera limitée à 30 KM/H.

Pendant toute la durée des travaux, la circulation des véhicules de secours (ambulances, pompiers, ...) devra s'effectuer à tout moment.

La constatation de stationnement réputé gênant, de tout véhicule en infraction avec le présent arrêté, entrainera son retrait de la voie publique, ainsi que sa mise en fourrière par les forces de l'ordre. Les frais de procédure seront aux frais du propriétaire.



**Article 3 :**

La signalisation sera conforme à l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation temporaire.

Le non-respect du présent arrêté entraînera des poursuites conformément au Code de la Route.

La fourniture, la mise en place et l'entretien des panneaux seront à la charge de l'entreprise SADE.

L'entreprise devra veiller à l'entretien et à la propreté de la voirie durant toute la durée des travaux.

**Article 4 :**

L'entreprise SADE, devra remettre en état le trottoir et la chaussée si nécessaire, à l'identique après consultation de la Direction des Services Techniques et de l'Aménagement de la ville de Jouy-le-Moutier.

**Article 5 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de l'Administration ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 6 :**

Le présent arrêté sera affiché à chaque extrémité du chantier.

Le non-respect du présent arrêté entrainera des poursuites conformément au code de la route.

**Article 7 :**

Madame la Commandante de la Police Nationale, la Direction Générale des Services, la Direction du Cadre de Vie et Développement Durable, la Police Municipale seront chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à JOUY LE MOUTIER,

Le 13/05/2024

Pour le Maire, et par délégation,  
L'Adjoint au Maire en charge de la  
Tranquillité Publique et de la qualité du  
Cadre de Vie



Eric LOBRY